

paroisses et autres), \$472,214,288 en 1960, et \$424,813,364 en 1959; financement des sociétés, \$498,886,000 en 1960, et \$369,025,000 en 1959.

Voici maintenant, accompagnés d'observations pertinentes, certains détails sur les diverses catégories de vente de nouvelles obligations. Comme dans les données précédentes, les chiffres des opérations fédérales n'incluent pas les émissions de remboursement ni les emprunts de moins d'un an. Dans cette catégorie, les bons du Trésor ont totalisé 6,490 millions de dollars en 1960 et \$6,947,944,000 en 1959. Si l'on additionne ces chiffres et ceux du financement fédéral, on arrive à \$10,705,103,238 et \$11,290,834,839, respectivement.

Le total du financement fédéral pour 1950 comprend aussi \$908,977,950 pour la série XV des obligations d'épargne du Canada souscrites au 30 avril 1961. Cette série porte la date du 1^{er} novembre 1960 et arrive à échéance le 1^{er} novembre 1970. Les quatre premiers coupons, échéant les 1^{er} novembre 1961, 1962, 1963 et 1964, comportent un taux d'intérêt de 4 p. 100, 4¼ p. 100, 4½ p. 100 et 4¾ p. 100, respectivement. Les autres coupons, dont l'échéance tombe le 1^{er} novembre de chacune des six années subséquentes, portent un taux d'intérêt de 5 p. 100. Le rendement moyen de ces obligations, jusqu'à maturité, est de 4.71 p. 100 et la souscription maximum par acheteur a été fixée à \$10,000 en comparaison de \$20,000 pour la série XIV de 1959.

La série de 1960 offrait les avantages habituels des émissions antérieures, comme le privilège de rachat en tout temps à pleine valeur nominale, plus les intérêts cumulés. Toutefois, une nouvelle disposition est venue s'ajouter. Ces obligations pouvaient s'enregistrer au nom de successions ou d'exécuteurs testamentaires ou d'administrateurs. Même à un taux moins élevé à échéance que le taux sans précédent de 1959, la diminution est relativement faible si on la compare aux fluctuations du rendement des autres obligations du Canada pour la même période.

6.—Ventes d'obligations d'épargne du Canada, 1946-1960

NOTA.—Les chiffres des émissions de 1946 à 1959 se rapportent au total des emprunts, i.e. soit à la fin de l'année ou à la date de clôture dans l'année ou l'année subséquente. Le chiffre de la série XV se rapporte au 30 avril 1961, sous réserve de rectification sur réception de toutes les données.

Série	Souscripteurs	Maximum par souscripteur	Total
	nombre	\$	\$
Série I, 1946.....	1,248,444	2,000	535,285,550
Série II, 1947.....	910,742	1,000	287,733,100
Série III, 1948.....	862,686	1,000	260,491,150
Série IV, 1949.....	1,015,579	1,000	320,200,000
Série V, 1950.....	963,048	1,000	285,600,000
Série VI, 1951.....	986,900	5,000	394,642,400
Série VII, 1952.....	982,274	5,000	380,761,100
Série VIII, 1953.....	1,267,506	5,000	850,548,900
Série IX, 1954.....	1,175,264	5,000	800,540,900
Série X, 1955.....	1,180,000	5,000	729,100,000
Série XI, 1956.....	1,242,250	5,000	853,810,150
Série XII, 1957.....	1,293,163	10,000	1,216,711,900
Série XIII, 1958.....	1,179,198	10,000	923,697,450
Série XIV, 1959.....	1,486,794*	20,000	1,536,050,600*
Série XV, 1960.....	1,230,686	10,000	908,977,950

Dans le chiffre global du financement de l'État, pour l'année 1960, il faut également inclure un montant de 250 millions garanti par le gouvernement fédéral, soit, pour le compte du National-Canadien, deux émissions non rachetables vendues au mois de septembre. La première était de 175 millions à 5 p. 100, échéant le 1^{er} octobre 1987, et la seconde de 75 millions à 4½ p. 100, échéant le 1^{er} avril 1967.

Les opérations provinciales de financement, qui se sont élevées à \$616,025,000 en 1960, comprennent des emprunts directs et de nouvelles émissions garanties par la province. Les emprunts directs atteignent 250 millions, et le solde de \$366,025,000 représente des émissions de services publics, de municipalités et de paroisses, garanties par la province. En